

Projet de recherche « INOGEV »

Innovations pour une gestion durable de l'eau en ville

Connaissance et maîtrise de la contamination des eaux pluviales urbaines



Actions et opportunités de réduction des micropolluants dans les politiques de gestion des eaux pluviales en ville

Deroubaix José-Frédéric, Soyer Mathilde
Bour Clair, Naudet Nicolas, Smits Manon

Quelles actions?

Connaissance des pratiques de gestion des eaux pluviales urbaines et opportunités de prise en compte du risque de pollution



- **Collectivités enquêtées et personnes interviewées :**
 - Paris, Val de Marne, Seine-Saint-Denis, Lyon, Nantes, Rennes
 - Services assainissement, espaces verts, voirie, urbanisme et aménagement, « développement durable »
- **Evaluation des politiques et programmes d'action en interaction avec la gestion des eaux pluviales et des ruissellements:**
 - Critères *réglementaires* : zonage pluvial, inscription dans les Plans Locaux d'Urbanisme, règlement d'assainissement d'assainissement pluvial
 - Critères *politiques* : transversalité entre les services, relation avec les habitants, relations entre les collectivités, le fonctionnement « en mode projet » dans le cadre de « projets vitrines » (association à toutes les étapes du projet du service d'assainissement)...
 - Critères *techniques* : connaissance du patrimoine (cartographie), principes de choix des TA, entretien des TA (carnet d'entretien), contrôle de l'efficacité...

Quelles actions?



Concernant (spécifiquement) la prise en compte des micropolluants et des polluants émergents dans les eaux pluviales urbaines

- ***Partenariats de recherche*** autour des questions d'abattements des polluants dans les politiques de contrôle à la source des eaux pluviales
- ***Pas de politique préventive de réduction*** des micropolluants dans les eaux pluviales urbaines ***sauf en ce qui concerne les herbicides***
- ***Paradoxe du contrôle à la source des eaux pluviales:***
Le contrôle à la source à l'aide de TA de stockage et/ou infiltration est pensé comme une solution aux micropolluants / Les micropolluants sont un frein à la diffusion du contrôle à la source et il est préférable de mettre en avant d'autres fonctions des TA

Quelles opportunités actions?



- Quelques constats concernant la gestion des eaux pluviales en général pour une meilleure prise en compte des micro-polluants:
Présence de « styles » de politiques publiques qui offrent différentes opportunités de prise en compte des micro-polluants
 - Intégration des eaux pluviales dans une politique de développement durable (trames vertes et bleues, plans climats, plans de gestion des espaces verts...)
 - Doctrines relatives au contrôle à la source: « tout au réseau » (Nantes sauf dans les projets d'écoquartiers), « tout au réseau mais lentement » (Val de Marne, Rennes), « Pas tout au réseau et lentement » (Lyon)

Quelles opportunités d'action?



- **Portage politique** plus ou moins fort (existence de zonage, d'un schéma directeur (Audace, le Plan Bleu...))
- Implication plus ou moins forte des **usagers** (existence de guides, procédures de participation à l'élaboration de projets d'aménagement)
- **Intégration et transversalité plus ou moins forte des services:** de l'intégration horizontale entre les services d'assainissement et les autres (Val-de-Marne: services autonomes, Rennes: la Direction des Rues regroupe assainissement et voirie qui appartient à Direction Générale des Espaces Publics, Ingénierie et Bâtiments) à la coordination horizontale (Bureau de liaison en Aménagement et Urbanisme qui fait le lien entre la DEA et la Direction de l'Urbanisme)

Quelles opportunités d'action?



- Des **outils réglementaires** plus ou moins achevés et plus ou moins contraignants: le zonage pluvial (en cours d'élaboration en Seine-Saint-Denis, à Nantes Métropole et dans la Val-de-Marne, achevé depuis 1998 à Rennes...)
- **Innovation organisationnelle dans la conduite des projets** d'aménagement (Rennes cherche à développer des maîtrises d'œuvre intégrées)
- **Echelles de mise en œuvre des techniques alternatives** (plutôt à la parcelle, comme cela a tendance à se développer dans le Val de Marne ou la Seine-Saint-Denis ou à l'échelle du quartier, comme Lyon, à toutes les échelles comme Paris)

Quelles opportunités d'action?



- ***Techniques privilégiées*** et degré de rusticité/complexité
- ***Contrôle/maintenance*** du patrimoine
 1. *Recensement et cartographie* de l'ensemble des TA présentes le territoire inégalement engagés (Seine-Saint-Denis)
 2. *Cahiers des charges et un partage des tâches* entre les services / les collectivités qui commencent seulement à être mis en place
 3. La *gestion des sédiments* résultant de l'entretien demeure un impensé
 4. Des questions de *coûts* dont les services font l'apprentissage

Conclusion



- Les micropolluants ne sont pas encore un problème politique (requérant l'action des pouvoirs publics et des collectivités territoriales)
 1. Pas étiqueté comme un problème d'environnement (// réchauffement climatique)
 2. Pas de mobilisation sociale et politique
- Les micropolluants sont presque un problème de politique publique
 1. La réglementation pousse à leur prise en compte
 2. Les collectivités sont déjà dans une perspective de « non regret »
 3. Pas de politique de réduction des micropolluants sans programme d'évaluation et sans métrologie



Merci pour votre attention

Intégration possible



- Projet de la SDEP de Champigny et du projet du ru de La Lande
- Le zonage d'imperméabilisation à Rennes avec la définition de deux zones (à 90 ou à 40%)